



# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Paraissant le 1er de chaque mois à BANGUI

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

— (0) —

#### GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

— (0) —

#### ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Novembre 1959	Loi 59/16 créant une taxe sur les allumettes	142
10 Novembre 1959	Loi 59/17 modifiant l'ordonnance 59/13 du 13 Janvier 1959 concernant l'Organisation des Sociétés Mutuelles de développement Rural	143
10 Novembre 1959	Loi 59/18 prévoyant des récompenses aux meilleurs producteurs et des sanctions contre les agissements de nature à faire obstacle à l'application de la dite réglementation	145
10 Novembre 1959	Loi 59/19 attribuant une indemnité annuelle aux Districts sur l'étendue desquels se trouvent des réserves de faune et parcs nationaux	146
10 Novembre 1959	Loi 59/20 autorisant le Président du Gouvernement à accorder l'aval de la République Centrafricaine à un emprunt de 30 millions de francs CFA sollicité par la SIAEF auprès de Caisse Centrale de Coopération Economique	146
10 Novembre 1959	Loi 59/21 abrogeant les ordonnances n° 58/7 du 24-12-58 et n° 58/22 du 30-12-58 fixant les taux de quote-part de la taxe sur Chiffre d'Affaires à l'exportation revenant à la Chambre de Commerce de Bangui pour les années 1958 et 1959	146
10 Novembre 1959	Loi 59/22 créant un service de lutte contre les Grandes Endemies en République Centrafricaine	146
10 Novembre 1959	Loi 59/23 habilitant le Président du Gouvernement à passer des Conventions d'avance avec la Caisse Centrale de Coopération Economique pour la Couverture des dépenses du FIDES tranche 1958-1959	147
10 Novembre 1959	Loi 59/24 portant remaniement du budget de la République Centrafricaine Exercice 1959	147
13 Novembre 1959	Loi abrogeant et remplaçant l'article 12 de l'Ordonnance n° 59/36 du 17 Février 1959 portant loi organique relative à l'élection des Députés	150
13 Novembre 1959	Loi 59/26 réglementant la libération conditionnelle en République Centrafricaine	150
13 Novembre 1959	Loi 59/27 créant l'Office Public des Prestations Familiales et des accidents du Travail	151
13 Novembre 1959	Loi 59/28 supprimant la taxation des munitions et de la poudre de chasse	152

	<b>PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT</b>	
31-10-59	Décret 59/126 portant désignation du Ministre de Plan en qualité d'Ordonnateur des crédits des sections locales du FIDES	1.
	Actes en abrégé	1.
	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>	
31-10-59	Décret 59/130 portant rectification du décret 59/91 du 22 Juillet 1959 créant l'Ordre de Mérite Centrafricain	1.
	<b>MINISTERE DU PLAN ET DE L'ACTION RURAL</b>	
24-9-59	Arrêté n° 3/MEP portant organisation des Services relevant de la Compétence du Ministre d'Etat chargé du Plan	1.
	<b>MINISTERE DES FINANCES DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE</b>	
17-10-59	Arrêté n° 467/MFEC modifiant l'arrêté n° 149 du 18 Avril 1959 portant fixation des prix maxima de vente de la farine et du pain dans la République Centrafricaine	15
24-10-59	Arrêté 472 portant modification de l'Arrêté 271 du 17 Juin 1959 fixant les valeurs mercantiles pour le deuxième semestre 1959	15
	Acte en abrégé	15
	<b>MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>	
	Acte en abrégé	15
	<b>MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DE LA PREVOYANCE SOCIAL</b>	
31-10-59	Arrêté n° 478 fixant la composition de la composition de la Commission Consultative du Travail de la République Centrafricaine	15
	<b>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	
31-10-59	Décret 59/127 abrogeant le décret n° 125 du 28-10-59 fixant l'indice fonctionnelle accordée à GALLIN-DOUATHE	15.
	Actes en abrégé	15.
	<b>PROPRIETE MINIERE — FORETS DOMAINES ET CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE</b>	
		16.
	<b>TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION</b>	
	Convention relative au Concours en personnel des Services Publics de la République Centrafricaine	16.
	<b>PARTIE NON OFFICIELLE</b>	
	AVIS et Communications émanant des Services	

rents Grades est fixé annuellement à . . . . .

Art. 12 — Ajouter un troisième alinéa rédigé :  
En outre seront automatiquement nommés hors contingent au grade de Grand Croix, le Grand Chancelier de l'Ordre du Mérite Centrafricain et au grade de Commandeur, les autres membres du Conseil de l'Ordre.

Art. 16 — Au lieu de " Chancelier ", Lire " Grand Chancelier "

Art. 2. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République Centrafricaine et communiqué partout où besoin sera.

Bangui, le 31-10-59

D. DACKO

—( )—

#### Actes en abrégé

— Par Décret n° 59/131 du 3-11-59 Mr. ESTEVE, Président de Chambre, est délégué temporairement dans les fonctions de Premier Président de la Cour d'appel à BRAZZAVILLE.

—( )—

### MINISTÈRE DU PLAN ET DE L'ACTION RURALE

**ARRETE n° 3/ME.P. du 24 Septembre 1959 portant organisation des Services relevant de la compétence du Ministre d'Etat chargé du PLAN**

LE Ministre d'Etat chargé du PLAN

Vu la Constitution du 16 Février 1959 de la République Centrafricaine;

Vu le décret n° 59/44 du 1er Mai 1959 portant composition du Gouvernement de la République Centrafricaine et désignation des Membres du Gouvernement,

Vu le Décret n° 59/69 du 19 Juin 1959 portant désignation de l'Ordonnateur du Budget du Plan (Section Territoriale du FIDES)

Vu l'Arrêté n° 2/MEP du 23 Juin 1959 portant désignation d'un ordonnateur délégué du Plan (Section Territoriale du FIDES)

Vu le Décret n° 59/104 du 20 Août 1959 portant attribution du Ministre d'ETAT chargé du PLAN.

A R R E T E

Art. 1er. — Les services et bureaux formant l'actuelle " Délégation Territoriale du Plan " sont constitués en " SERVICE DU PLAN " de la République Centrafricaine

Le Service du Plan comprend trois bureaux sous la dépendance directe du Ministre :

Premier Bureau (Planification et Comptabilité) chargé dans les conditions fixées par les articles 2 et 3 du décret n° 59/104 susvisé, de l'élaboration et du contrôle de l'exécution du Plan de développement de la République Centrafricaine.

Il comprend deux sections :

— la Section des programmes

— la Section de la Comptabilité, dirigées sous la responsabilité du Chef de Bureau, par des Chefs de section remplissant les fonctions d'adjoints.

Le Chef du Premier Bureau gère, en qualité d'Ordonnateur délégué, les crédits d'équipement provenant de ressources extérieures aux finances propres de la République Centrafricaine (F.A.C.-F.E.D.O.M.)

Deuxième Bureau (Etudes et Recherches) chargé des études Socio-Economiques, des enquêtes par sondage, de la mise au point des méthodes d'action rurale, de la comptabilité statistique, de la documentation générale, de la constitution et de la gestion d'une bibliothèque technique.

Le Chef du Deuxième Bureau est assisté d'un spécialiste, attaché de l'Institut Nationale des Statistiques et des Etudes Economiques de la République Française.

Troisième Bureau (Education des Masses et Développement Communautaire) chargé de l'Alphabétisation, de l'Education Sanitaire, agricole et civique, de l'application des techniques audio-visuelles, de la formation des cadres.

Art. 2. — Les Chefs de Bureau organiseront par décision le fonctionnement des bureaux et sections dont ils ont la charge et fixeront les attributions respectives du personnel mis à leur disposition.

Art. 3. — Le présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié au Journal Officiel, et communiqué partout où besoin sera.

Bangui, le 24 Septembre 1959

A. GOUMBA

—( )—

### MINISTÈRE DES FINANCES DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE

**ARRETE n° 467/M.FEC du 17 Octobre 1959 modifiant l'arrêté n° 149 du 18 Avril 1959 portant fixation des prix maxima de vente de la farine et du pain dans la République Centrafricaine.**

Le Président du Gouvernement de la République Centrafricaine

Sur le rapport du Ministre des Finances, de l'Economie et du Commerce,

Vu la Constitution du 16 Février 1959 de la République Centrafricaine,

Vu le décret n° 59/120 du 10 Octobre 1959 portant composition du Gouvernement de la République Centrafricaine et désignation des Membres du Gouvernement,

Vu le décret n° 58/3 du 10 Décembre 1958 fixant provisoirement les modalités de signature des actes réglementaires et des décisions,

Vu l'arrêté n° 3 du 9 Janvier 1959 portant organisation du régime des prix,

Vu l'arrêté n° 239/A.E. du 19 Mars 1958 réorganisant le Comité de Surveillance des Prix,

Vu l'arrêté n° 149 du 18 Avril 1959 portant fixation des prix maxima de vente de la farine et du pain dans la République Centrafricaine,

Vu les résultats de la consultation à domicile des Membres du Comité de Surveillance des Prix,

Vu l'arrêté n° 94/LC.4 du 23 Mars 1954 portant application des dispositions du décret du 25 Mai 1929 relatives à la promulgation et à la publication des textes réglementaires en A.E.F.

Vu l'arrêté n° 94/LC.4 du 23 Mars 1954 fixant les règles à suivre en cas d'urgence pour la publication des textes réglementaires en A.E.F.